

Discours de François Hollande

le 7 octobre 2015

à Strasbourg

Monsieur le Président du Parlement européen, cher Martin Schulz, je vous remercie pour votre invitation et pour les mots que vous avez prononcés pour les victimes des intempéries dans le Sud de la France,

Monsieur le Président de la Commission européenne,

Madame la Chancelière,

Mesdames et messieurs les députés,

C'est vrai qu'un Président de la République française et la Chancelière de la République fédérale d'Allemagne s'expriment ensemble devant le Parlement européen, c'est un fait exceptionnel. Et en même temps, il n'est pas sans précédent. Vous l'avez rappelé, il y a 26 ans, presque jour pour jour, Helmut Kohl et François Mitterrand s'adressaient, ici-même, aux parlementaires européens.

À l'époque, un vent de liberté, un grand vent de liberté, soufflait sur le continent. Il abattait les murs, émancipait les peuples et donnait espoir aux nations.

François Mitterrand et Helmut Kohl avaient présenté, il y a 26 ans, avec le concours de Jacques Delors, au cours de cette séance, les actions de solidarité qui devaient être prodiguées pour accueillir les personnes, que l'on n'appelait pas les réfugiés, mais qui s'étaient convaincues que l'Europe de l'Ouest pouvait les accueillir. Et c'est l'Europe toute entière qui s'est ainsi construite, levant une espérance considérable.

La conviction commune de François Mitterrand et d'Helmut Kohl c'était de bâtir une union politique, l'Europe, prolongeant ainsi le mandat des fondateurs, de créer un vaste marché unique, avec des règles sociales, et de porter le projet d'une monnaie commune. Tout cela devait faire partie du même processus et être mené avec la même détermination.

Aujourd'hui, 26 ans après, la Chancelière Angela Merkel et moi-même, nous nous adressons à vous, d'abord parce que c'est le vingt-cinquième anniversaire de la réunification allemande, mais parce que c'est surtout l'Europe qui résonne de nouveaux drames et donc qui pose à notre continent de nouveaux défis.

À dire vrai, voilà des années que l'Europe affronte une série de crises : la crise financière, née en dehors de notre continent mais qui s'est propagée et qui a provoqué une crise économique dont nous sortons à peine, et une crise sociale avec des millions de jeunes sans travail. Et maintenant c'est une crise humanitaire à laquelle nous faisons face avec un afflux de réfugiés provoqué par la déstabilisation de régions entières, au Moyen-Orient, en Afrique, issus des conflits armés, et avec la résurgence des haines religieuses. Et je n'oublie pas la crise sécuritaire avec une guerre qui n'est pas si lointaine, aux frontières de l'Europe, en Ukraine. Et puis aussi des attaques terroristes qui ont concerné plusieurs pays de notre continent, dont le mien.

À chaque crise, des peurs se manifestent. Il faut vivre avec la peur. Mais il ne faut pas vivre dominés par la peur. Il n'empêche, il y a la tentation de repli national chaque fois qu'il y a une épreuve. Rien n'est pourtant plus vain que de chercher à se sauver seul, à se dérober, à s'abriter

quand des événements majeurs se produisent dans le monde entier. Nous devons parler d'expérience, c'est l'histoire qui nous le dit et nous le confirme.

Ces interrogations peuvent être sincères mais elles ne peuvent condamner l'Europe à la frilosité et à l'impuissance. Au contraire, elles justifient une Europe offensive, capable à la fois d'assurer la protection due à ses citoyens et de tenir son rang conformément à ses intérêts et à ses valeurs. Valeurs qui ont justifié l'unification de notre continent.

Il n'est d'autre solution qu'une Europe forte pour garantir notre souveraineté.

Ces dernières années, ces derniers mois, la France et l'Allemagne ont voulu agir ensemble face aux épreuves que nous avons traversées au cours de la dernière période.

Nous avons répondu par l'affirmation de principes simples et clairs : la solidarité, la responsabilité, la fermeté.

Solidarité face au terrorisme, parce que chacun des attentats commis dans l'un de nos pays vise l'Europe toute entière, ses idéaux, sa culture, ses modes de vie, c'est-à-dire l'âme de notre continent.

Je remercie les chefs d'État et de gouvernement mais aussi beaucoup de parlementaires européens qui s'étaient retrouvés le 11 janvier à Paris pour témoigner de leur solidarité, mais aussi de leur attachement à la liberté, à ce que nous représentons, pour nous défendre face au terrorisme qui cherche justement à détruire le ciment qui nous unit.

Solidarité vis-à-vis des réfugiés victimes des convulsions du Moyen-Orient, des drames de l'Afrique.

Solidarité à l'égard des États européens qui en subissent la pression en première ligne parce qu'ils sont nos frontières. Solidarité des pays voisins des lieux de conflits qui accueillent des réfugiés en grand nombre. Solidarité à l'égard de l'Afrique qui se bat pour son développement et pour éviter justement les mouvements de population.

Alors regardons les choses en face, nous sommes confrontés à l'arrivée exceptionnelle de femmes et d'hommes depuis le début de l'année, 600.000 sans doute. Beaucoup ont fui la guerre et les massacres. D'autres cherchent une vie meilleure. Tous ont enduré des conditions épouvantables, ont été livrés à des trafiquants sans scrupules. Trop sont morts dans des conditions atroces. Nous connaissons maintenant un certain nombre de leurs visages.

L'Europe s'est employée à sauver des vies, d'abord, et à lutter contre les filières criminelles grâce aux opérations FRONTEX. Mais je le reconnais bien volontiers : l'Europe, elle a tardé à comprendre que les tragédies au Proche-Orient ou en Afrique ne pouvaient pas être sans conséquence pour elle. L'Europe n'a pas mesuré l'espoir qu'elle suscite, et qu'elle suscitera longtemps, face au désarroi de ceux qui attendent, depuis la nuit où ils sont depuis longtemps, l'espoir, la lumière. L'Europe n'a pas prodigué, avec suffisamment d'ampleur, l'aide à des pays qui pourtant accueillaient dans des camps des populations toujours plus nombreuses.

C'est donc dans l'urgence qu'elle a dû s'organiser, l'Europe, pour être digne de sa tradition d'asile et pour organiser le retour de ceux et de celles qui ne peuvent être accueillis ici durablement.

L'Europe, avec la Commission européenne, et je salue ici le Président Juncker, a mis sur pied un plan d'ensemble, pour soutenir l'Italie et la Grèce, qui sont en première ligne et qui ne peuvent pas être laissées seules dans leurs responsabilités. Pour aider les pays des Balkans qui vivent également des transits de population particulièrement difficiles à assumer. Pour engager une coopération plus étroite avec la Turquie. Et nous avons là des discussions qui se sont engagées et qui devront être conclues avec des règles claires, parce que c'est en Turquie que les réfugiés doivent, autant qu'il est possible, être accueillis. Mais la contrepartie c'est que nous puissions aider

la Turquie si nous voulons qu'elle nous aide nous-mêmes et faire en sorte que ces réfugiés, qu'ils soient dans les camps ou qu'ils soient dans la population, puissent travailler, puissent nourrir leurs enfants, puissent avoir un avenir. Et si nous le faisons pas, alors ils viendront, inexorablement, ils viendront.

Nous devons aussi mettre en place les centres d'accueil et d'identification. C'est la condition essentielle pour que nos frontières soient respectées. Et puis enfin, nous devons répartir les demandeurs d'asile entre les États membres. Et c'est ce que nous avons fait, non sans mal, mais nous l'avons fait, 160 000. Et nous devons nous assurer de la bonne application des engagements qui ont été pris. C'est chacun des volets que le plan doit maintenant mettre en œuvre avec la plus grande rapidité. Voilà les principes : solidarité, responsabilité.

Ce sont les mêmes principes qui ont valu pour traiter de la situation de la Grèce. Les négociations ont été laborieuses. Nous y avons pris notre part, Angela Merkel et moi-même, avec la Commission européenne, avec l'ensemble des États membres. Ces discussions auraient pu échouer, c'eût été bien plus qu'un échec, c'eût été un abandon. L'abandon d'un pays dont la culture et la civilisation nous éclairent encore. C'eût été la première brèche dans l'intégrité de la zone euro et d'autres pays auraient été sous pression. Et puis c'eût été une démission devant nos responsabilités mutuelles ; responsabilité européenne, responsabilité du gouvernement grec. Les négociations ont abouti sur un programme global de réformes et un nouveau soutien financier. Je souhaite que cela se traduise maintenant par une discussion sur le service de la dette. Cela fait partie de la résolution d'ensemble. Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, a été courageux et il a voulu que son peuple puisse être consulté après qu'il y eut l'accord. Le respect de la démocratie, et je le dis ici dans le lieu aussi de la démocratie européenne, le respect de la démocratie n'est pas contradictoire avec le respect des règles communes ; responsabilité, solidarité, toujours les mêmes principes.

La responsabilité, nous devons aussi la démontrer contre le terrorisme. La vigilance doit être de mise, mais elle ne suffira pas. Nous devons nous doter des instruments indispensables au travail des services de sécurité, dans le respect des libertés. La France a voté une loi pour être capable de mieux connaître les activités, de suivre les terroristes. Et l'Europe doit également prendre sa part, et je pense au dossier trop longtemps retardé du PNR européen. Et je demande, autant qu'il est possible, que le Parlement européen puisse adopter ce texte qui est indispensable si nous voulons agir.

L'Europe a aussi un devoir de fermeté. En Ukraine, nous avons dû répondre à une violation brutale du droit international et prévenir une guerre aux portes de notre continent. Les Européens ont fait preuve d'unité, les 28, dans la mise en œuvre des sanctions, et il y a eu des débats, des débats légitimes, sur l'efficacité, la durée de ce mécanisme de sanctions. L'Allemagne et la France se sont particulièrement engagées pour conclure et faire vivre les accords de Minsk, et encore la semaine dernière Angela Merkel et moi-même avec le Président russe et le Président ukrainien, dans ce qu'on appelle le « format Normandie », nous avons veillé non seulement à faire respecter ce qui avait été conclu à Minsk, mais à éviter d'autres processus de séparation. Et à cet égard, ce format-là, cette méthode-là et cette pression-là exercée au nom de l'Europe toute entière ont été particulièrement efficaces, puisque les élections que les séparatistes avaient projeté d'organiser au milieu du mois d'octobre ont été repoussées et que le processus de Minsk a pu se poursuivre, et que les armes légères ont pu être retirées, bientôt les armes lourdes, et que la guerre s'est arrêtée sans que la paix soit encore revenue. Voilà ce que nous sommes capables de faire au nom de l'Europe, pour l'Europe, et je dirais aussi dans l'intérêt du monde, parce que nous sommes ainsi prêts à montrer une fermeté, une responsabilité et une solidarité.

Fermeté aussi vis-à-vis du drame syrien. Il nous concerne tous, parce que Daech et les djihadistes en veulent à ce que nous représentons, concerne l'Europe parce que le régime de Bachar El Assad a créé et continue de nourrir ce désastre. Encore aujourd'hui, il bombarde, il tue, il massacre. Oui,

ce qui se passe en Syrie concerne l'Europe, parce que ce qui s'y joue déterminera, pour longtemps, les équilibres dans la région, dans toute la région du Moyen-Orient. Et si nous laissons les affrontements religieux, et parfois entre sunnites et chiites, souvent, toujours même, depuis quelques mois, ou quelques années, s'amplifier encore, ne pensons pas que nous serons à l'abri. Ce sera une guerre totale, une guerre qui pourra concerner aussi nos territoires. Alors nous devons agir.

La France a pris ses responsabilités militaires face à la menace. L'Europe toute entière doit s'engager, sur les plans humanitaire, politique, diplomatique. Nous devons construire en Syrie, avec tous ceux qui peuvent y contribuer, un avenir politique qui donne à la population syrienne une autre alternative que Bachar ou Daech. Et c'est notre devoir vis-à-vis des Syriens, et c'est notre intérêt comme Européens. Et j'appelle toute l'Europe à faire pression pour que cette transition politique puisse se faire. Et sachons bien, quelles que soient les positions ici, qu'il ne sera pas possible de réunir l'opposition, je parle de l'opposition modérée démocratique, avec le bourreau du peuple syrien. Il sera nécessaire d'agir continûment pour mettre toutes les nations qui veulent véritablement une issue, la Russie, l'Iran, les pays du Golfe, bien sûr les États-Unis et l'Europe, et l'Europe, pour que nous puissions avoir cette issue politique. Pour résumer ma pensée, je l'ai dit, nous devons montrer beaucoup de solidarité à l'égard des autres.

Et c'est pourquoi la coopération avec les pays africains est essentielle. Nous aurons bientôt le sommet de La Valette, au mois de novembre, entre l'Afrique et l'Europe. Et c'est en agissant aux racines des difficultés que les candidats au départ, et ils sont nombreux en Afrique, pourront être convaincus de rester dans leur région. À nous de leur apporter les conditions d'y vivre.

Nous avons abordé plusieurs sujets qui concernent l'Europe et en réalité c'est le même débat que nous avons. Il existe ici, il existe dans chacun de nos pays ce débat entre souverainistes et souveraineté. Souverainisme dans chaque pays, souveraineté pour l'Europe. C'est le débat entre renoncement ou renforcement. Entre division ou union. Le débat n'est pas entre moins d'Europe et plus d'Europe. Il est entre l'affirmation de l'Europe ou la fin de l'Europe. Oui la fin de l'Europe, c'est-à-dire le retour aux frontières nationales, le démantèlement des politiques communautaires, l'abandon de l'euro. Je constate bien Monsieur le Président que le débat existe ici aussi.

François Mitterrand, il y a moins de 26 ans, au moment où il a quitté ses fonctions, était venu devant le Parlement européen pour s'exprimer, pour livrer ce qu'il pensait être les leçons de sa propre expérience et les leçons de l'Histoire. Il avait dit que le nationalisme c'était la guerre. Cet avertissement vaut encore aujourd'hui. Et je vais ajouter, si je puis dire, un codicille ou un complément : le souverainisme c'est le déclinisme. Et c'est aussi dangereux de ne pas donner d'espoir à une population, de ne rien construire ensemble au nom d'un repli national sans avenir. Face aux épreuves, je suis convaincu que si nous n'allons pas plus loin, alors non seulement nous nous arrêterons, mais nous reculerons. Et ce sera la fin du projet européen. Et c'est pourquoi je propose que l'Union économique et monétaire en son sein, la zone euro puisse être consolidée et renforcée. Consolidée et renforcée pour coordonner nos politiques, pour favoriser la convergence, pour hâter l'harmonisation fiscale, pour lutter contre le dumping fiscal et social, pour investir davantage, au-delà même de ce que nous faisons avec le Plan Juncker. Des choix institutionnels seront nécessaires pour que la zone euro soit gouvernée, pour que les règles soient respectées, pour que la solidarité puisse bénéficier à tous. Ces choix engageront les États volontaires. Le Parlement européen exercera son contrôle et garantira la cohérence d'ensemble d'une Europe qui progressera selon une intégration différenciée.

Nous avons aussi besoin de renforcer ce qu'on appelle l'espace Schengen. Remettre en cause la libre circulation des personnes par le retour aux frontières intérieures serait une erreur tragique. Mais prétendre que Schengen, dans son fonctionnement actuel, permettra d'affronter les pressions à son périmètre serait une autre erreur. Le contrôle effectif des frontières de l'Union passe par une

assistance renforcée aux États frontières, aux États concernés et par la mise en place d'un corps de garde-frontières, de garde-côtes européens, comme le Président de la Commission européenne en a fait la proposition.

De même, nous devons définir une politique d'asile plus cohérente, ce qui passe par une liste commune de pays d'origine sûrs. Le rapprochement des procédures, la convergence des droits des conditions offertes aux bénéficiaires d'une protection, c'est-à-dire un véritable régime commun d'asile au sein même de l'Union européenne.

Sur tous ces sujets, nous devons faire le choix, je le répète, de la marche en avant, plutôt que du retour en arrière, qui nous ramènerait à l'impuissance.

Ce choix, courageux, nous avons toujours besoin de l'établir et il le faudra en décembre prochain lors de la conférence de Paris sur le Climat. Je salue les engagements de l'Europe dans le cadre de cette conférence car ils ont été déterminants pour emmener la Chine, les États-Unis et beaucoup d'autres vers la perspective d'un accord. Il est possible, il doit être le plus ambitieux, il sera nécessaire de le construire.

Trop de pays encore n'ont pas déposé leur contribution et nous devons nous-mêmes, Européens, être capables d'instituer un grand marché du carbone pour orienter les investissements vers les meilleures technologies et il vous appartiendra de faire des choix en conséquence.

Je veux saluer ce qu'a été le rôle du Parlement européen dans le cadre de la négociation sur le climat et tant que vous le pourrez, appuyez les efforts des pays, des vôtres, et de l'Europe toute entière pour que nous puissions avoir un accord.

Cette ambition, nous l'aurons également dans les financements. Il est très important que nous puissions rassembler ces 100 milliards de dollars nécessaires pour la transition énergétique dans les pays les plus vulnérables ou les pays en développement. Nous n'en sommes pas encore là, alors nous avons deux mois pour y parvenir et s'il n'y avait pas cet accord, prenons conscience de la catastrophe. Prenons conscience de ce que serait notre responsabilité pour les générations futures.

Prenons conscience qu'il n'y aura pas une nouvelle conférence pour en décider. Il y a un moment où il faut faire son choix, prendre sa décision. S'engager. Et il appartient au gouvernement, oui, au gouvernement européen d'abord et à ceux qui y seront à la conférence de Paris, d'être à la hauteur de la responsabilité que vous nous avez confiée.

Je souhaite un jour revenir devant le Parlement européen, au moins, avec cette fierté, non pas simplement d'avoir reçu une conférence à Paris, mais d'avoir été là le jour où les États du monde, portés par les collectivités locales de l'ensemble de la planète qui seront également représentées, de l'ensemble des associations, des organisations, des entreprises, des syndicats, oui, être capables d'avoir pour les décennies qui viennent, régler une grande part de la question climatique. C'est, pour notre génération, le rendez-vous qu'il ne faut pas manquer.

Il faut aussi avoir pour notre agriculture, pour la sécurité alimentaire, pour la qualité de nos produits, la même ambition, la même volonté, et, je demande dans les contextes de crise que nous connaissons d'un certain nombre de nos productions, qu'aussi au niveau de la Commission, comme au niveau des États, comme au niveau du Parlement, nous puissions dégager les soutiens indispensables pour protéger nos produits et pour venir en aide aux plus vulnérables.

Puisque je parle de traité commercial, je veux évoquer celui qui est en débat avec les États-Unis. La France veut que ces négociations puissent être un progrès et veut qu'il puisse y avoir des garanties qui soient apportées. Aussi bien pour les identifications des produits, pour les appellations d'origine, pour la réciprocité, pour la transparence et plus largement pour les mécanismes de protection des investissements, notamment pour le règlement des différends.

Nous devons avoir ces garanties si nous voulons avoir un accord qui puisse être utile aux économies.

Je veux terminer par cette réflexion qui nous concerne tous. Je n'imagine pas qu'il y ait ici des parlementaires qui ne soient pas européens, qui n'aient pas conscience que nous appartenons à un même ensemble, que nous ne sommes pas liés par tant de valeurs communes, que nous n'avons pas une histoire à partager et un avenir à engager. Alors 25 ans après que le continent se soit réuni, nous devons toujours faire face à des défis et donc à des choix. Nous avons à répondre à l'urgence, elle est là, et personne ne peut fermer les yeux sur les réalités du monde, personne. Et il n'y a pas de frontière qui vaille, pas de barbelés pour nous protéger par rapport aux menaces qui viennent de l'extérieur.

C'est à nous, à nous, de prendre les décisions. Nous devons répondre à l'urgence et garder le cap sur le long terme. Celui d'une fédération d'États-Nations qui doit rester notre horizon. Et d'une certaine façon, 25 ans après, c'est à une autre unification qu'il faut procéder, celle des projets, celle des peuples, celle des intérêts communs. Et avec cette seule question : voulons nous revenir à l'ordre ancien, celui du XXème siècle, et ce qu'il a charrié, ou voulons-nous vivre dans un ensemble cohérent et volontaire pour le siècle qui vient.

Moi, j'ai fait mon choix : c'est celui de l'Europe. Je l'ai fait avec la volonté sur chaque question de rechercher, autant qu'il est possible, des compromis les plus élevés, et c'était le sens de la coopération que nous avons nouée avec Angela Merkel et l'Allemagne, pour être avec nos partenaires à la hauteur des défis du siècle.